

ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE

LA TROISIEME DEFAITE DU PROLETARIAT 1830 • 1848 • 1871

VERSION IMPRIMABLE
PARTAGEABLE
INTERDIT A LA VENTE

Benoît Malon
membre de La Commune

"Le mur des Fédérés. Exécution des prisonniers par les versaillais" (extrait)
Alfred Darjou (vers 1871-1875) Domaine public (source au dos)



LA TROISIÈME DÉFAITE
DU PROLÉTARIAT

La révolution sociale qui vient de succomber à Paris ne manque pas d'antécédents historiques dans le passé ; car ce n'est pas de nos jours seulement que des exploités se sont soulevés contre les exploiters et que des opprimés ont frappé les oppresseurs des tronçons de leurs chaînes brisées.

Cette lutte de l'affamé contre le spoliateur, cette revendication éternelle de la justice contre l'inique privilège, a été pourtant l'événement que les écrivains et les orateurs de tous les temps, tous sortis des classes privilégiées, ont le plus flétri. Quelles idées de réprobation rappellent la révolte des esclaves de Rome et de la Grèce, celles de ces plébéiens romains qui suivirent les Gracques et Catilina, et encore celles des Mercenaires de Carthage, des Bagaudes gaulois, des Pastoureaux, des Jacques en France, des Ciompi de Florence, des Chaperons blancs des Flandres, des paysans russes de Stenka Razin, des Anabaptistes en Allemagne, etc., etc... ! Toujours, après avoir impitoyablement exterminé ces combattants de la souffrance, après avoir inventé pour eux d'atroces supplices, on les a voués à l'exécration des générations.

Jusqu'ici ce système invariablement employé par les *hommes d'ordre* de tous les temps, a toujours réussi, les riches seuls pouvant écrire et sachant seuls parler, et les morts ne revenant jamais pour protester contre l'infamie de leurs bourreaux. C'est pourquoi l'histoire est à refaire, au nom des sacrifiés, des spoliés, des asservis, des calomniés, des martyrs de tous les âges.

Sans tenir compte de la différence de situation, les *hommes d'ordre* de ce siècle ont voulu revenir aux errements de leurs devanciers. Après avoir, comme eux, massacré en masse ceux qui se sont levés au nom de la justice, ils les ont montrés à l'opinion publique chargés de tant de calomnies, que l'opinion publique les a maudits. De quels forfaits, si l'on s'en rapporte à nos Baziles contemporains, ne se sont pas souillés les ouvriers de Lyon soulevés en 1832, les insurgés de juin 1848, et les *communiers* de 1871 ? Mais le temps n'est plus où l'on donnait le change à l'histoire. Désormais, parmi les survivants de la défaite, il restera toujours quelqu'un pour dire à la face du monde aux bourreaux et aux calomniateurs : Vous en avez menti ! Et pour dire aux hommes de bonne foi : Voilà ce que nous

sommes, ce que nous avons fait et ce que nous avons voulu.

Telles sont les considérations qui ont fait prendre la plume à un soldat de cette grande cause momentanément vaincue. Il essaiera de dire ce qu'a été, ce qu'a fait, ce qu'a voulu la Commune de 1871 ; mais il dira aussi ce que sont, ce qu'ont fait, ce que veulent ses implacables ennemis.

Depuis soixante siècles que l'humanité se connaît, la société, malgré un incontestable perfectionnement, malgré de profondes réformes, est restée constitutionnellement la même. Comme il y a six mille ans, il existe une minorité insolente et cruelle qui jouit des sueurs, des souffrances, des privations qu'elle impose à la majorité. Comme il y a six mille ans, quand les infortunés lèvent la tête et demandent que l'organisation sociale s'occupe aussi de ceux qui travaillent pour tous, on leur répond par d'implacables massacres. Sur ce point, le progrès est nul. En quoi Caton et Cicéron, qui traitaient de brigands et de débauchés les plébéiens romains demandant des garanties contre une aristocratie avide et sans entrailles, et les faisaient exterminer par les légionnaires, étaient-ils plus cruels, par exemple, que Thiers ou Jules Favre, mentant et calomniant sans vergogne à une tribune d'où l'on parle au monde entier, pour pouvoir consommer l'extermination des plébéiens parisiens qui demandent, eux aussi, des garanties contre une bourgeoisie avide et cruelle et qui, plus grands que les plébéiens de Rome, se lèvent en outre pour la liberté politique de l'Europe et l'affranchissement du prolétariat universel.

Hannon fit écraser les mercenaires révoltés par ses éléphants ; Thiers faisait déchirer en bloc, après le combat, les ouvriers de Paris par les horribles mitrailleuses : lequel des deux modes d'extermination est le plus monstrueux ? Que ceux qui ont vu passer par dizaines ces charretées de lambeaux humains d'où s'échappaient encore, pendant qu'on les jetait dans une tranchée profonde entre deux lits de chaux vive, des gémissements lugubres, que ceux-là répondent !

Sur ce terrain, il faudrait aller trop loin ; je rentre dans mon sujet.

Le grand ébranlement de 1789, en donnant la liberté relative à tous les Français, apporta

une certaine amélioration dans le sort de l'ouvrier, surtout dans le sort du paysan à qui il devenait permis d'acheter de la terre, son rêve constant. Mais le lion du partage fut la bourgeoisie, qui ne tarda pas à s'emparer exclusivement des dépouilles des privilégiés de ce temps-là et à élever contre le peuple une nouvelle aristocratie non moins envahissante et plus rapace que l'ancienne. Elle devint vite impitoyable et cruelle pour ceux qui réclamaient la part du peuple. On sait comment les Jacobins, les représentants avoués de la bourgeoisie, tombèrent eux-mêmes sous les coups des Thermidoriens, après avoir successivement sacrifié à leur faux idéal les Girondins, les socialistes affublés du titre d'*enragés*¹, les Hébertistes et les Dantonistes. Les Thermidoriens débutèrent par la proscription en masse de la Commune de Paris² et par ces journées de prairial où fut massacré le peuple affamé et déguenillé. De honte en honte, de crime en crime, par les orgies des *incroyables*³, par le premier essai de terreur tricolore, par les sinistres exploits de la jeunesse dorée et des *compagnons de Jéhu*⁴, ces neutres de la révolution eurent bientôt jeté la liberté française dans le guet-apens du 18 Brumaire. Le peuple, pendant ce temps, souffrait en silence ou se préparait par ses exploits aux frontières à suivre un sanguinaire ambitieux sur tous les champs de bataille de l'Europe. Cette prostration et cet aveuglement coupables s'expliquent par la lassitude morale qui frappait les survivants des années de crise. Les facultés humaines ont leurs limites et les espérances d'une génération de combat aussi.

La grande revendication du XVIII^{ème} siècle avait vaincu le passé au prix d'efforts inouïs, malgré sa colossale résistance ; elle avait jeté le droit divin sous l'échafaud de Louis XVI ;

elle avait ouvert la voie aux liquidations sociales en facilitant à la bourgeoisie la prise de possession des biens de la noblesse et du clergé ; elle avait affirmé la liberté politique et mis l'égalité sociale à l'état de programme ; enfin, elle avait jeté l'humanité dans la voie des transformations radicales. Quand une génération a fait de telles choses, elle peut s'en aller en disant : J'ai fourni ma tâche dans l'œuvre de la rénovation. Ce fut pourtant au milieu de cette légitime et universelle lassitude, au moment où les fumées de la gloire sanglante aveuglaient et faisaient dévier ce qu'il restait d'énergie, que quelques hommes de cœur, touchés des souffrances de ce peuple qui travaillait, souffrait, combattait silencieusement, obscurément, héroïquement pour d'autres que pour lui-même, se vouèrent à une œuvre telle qu'il fallait vivre dans ces temps d'ébranlement pour oser la tenter. Il ne s'agissait de rien moins que de transformer de fond en comble la société française : « *Nous voulons établir le bonheur commun ; ce bonheur ne peut être atteint que par l'égalité : Nous ferons l'égalité. Périront les arts et la civilisation, nous en faisons table rase, pourvu que l'égalité se fasse !* » Ainsi avaient dit ces audacieux. Leur moyen était rudimentaire : s'emparer du gouvernement, décréter et réaliser l'égalité absolue des conditions. Une vaste conspiration fut donc ourdie ; la propagande la plus active avait porté à plusieurs milliers le nombre des conjurés. On venait de fixer le jour du soulèvement quand les chefs des conjurés, dénoncés par un traître, furent arrêtés. Babœuf et Darthé laissèrent leur tête dans cette tentative de rénovation sociale ; la déportation et l'emprisonnement atteignirent les autres conjurés, Buonarroti, Germain, Sylvain, Maréchal, Cazin, Moray, Blondeau, Menessier, Bouin, etc.

Naturellement les calomnies furent prodiguées à ces vaincus, selon le système de ceux qui s'intitulaient déjà les *honnêtes gens*, et sous ce nom honorable suivaient cette politique qui consiste à écraser et souiller les aspirants à un ordre social meilleur.

Le peuple connut peu cette tentative des réformateurs de 1796 ; il lui fallait alors de grands événements pour l'agiter.

La révolution sociale écrasée se réfugia dans les sociétés secrètes, qui, de cette époque

¹ Lire à ce sujet : Jules Michelet *Histoire de la Révolution Française* notamment les tomes IV et VI (Chamerot lib.-éd., Paris 1847-1853). *NdE*

² Je parle ici non de la Commune anarchiste de Pache, Hébert, Chaumette, Ronsin, Vincent, etc., guillotiné par Robespierre mais de la Commune jacobine (Fleuriot-Lescot) qui lui succéda, et qui fut envoyée à l'échafaud le 11 thermidor.

³ Voir à ce sujet : Ludovic Lalanne *Dictionnaire historique de la France* page 1014 (Hachette et Cie éd., Paris 1872).

⁴ Voir à ce sujet : William Duckett *Dictionnaire de la conversation et de la lecture* tome VI, page 168 (Aux comptoirs de la Direction éd., Paris 1853).

à 1839, conservèrent et ranimèrent en Europe la tradition révolutionnaire.

Cependant, grâce à la liberté industrielle du capital et à la subordination des classes ouvrières que venaient de consacrer les assemblées législatives de la France ; grâce surtout à l'agiotage effréné qu'alimentaient les revirements incessants de ces jours si tourmentés, la distinction sociale entre bourgeoisie et prolétariat allait s'accroître de plus en plus, et l'un de ces hommes, qui, sous le nom de socialistes, vont bientôt disséquer la société ancienne, annoncer à l'humanité des jours plus glorieux et plus heureux, et jeter les bases de l'ordre nouveau, Fourier écrivait, dès 1808, ces lignes prophétiques :

« Le mouvement social actuel tend à dépouiller de plus en plus les classes inférieures au profit des classes supérieures et riches. Il est avéré que l'industrie et le commerce, dont l'influence a détruit la féodalité nobiliaire en diminuant peu à peu les servitudes personnelles et directes, opèrent de nos jours, en continuant leur développement, l'accroissement des servitudes collectives et indirectes et organisent rapidement la féodalité mercantile, industrielle ou financière.⁵ »

Le danger signalé par l'éminent socialiste ne paraissait pourtant pas être à redouter de sitôt. Un autre fléau désolait alors la civilisation occidentale. L'Europe était livrée au plus criminel des perturbateurs et se débattait dans une guerre sans issue ; il était dès lors évident que la vie sociale ne reprendrait son cours normal qu'après la chute de Bonaparte, qui jusque-là, constamment victorieux, livrait l'Occident au pillage pour satisfaire une ambition insensée et criminelle. Dans cette immense orgie de la guerre, dont on ne prévoyait pas la fin, l'industrialisme ne pouvait se développer assez pour donner naissance à cette féodalité nouvelle qui était déjà connue en Angleterre.

Mais enfin vinrent les jours où la France expia l'appui à jamais désastreux qu'elle avait prêté au soldat parvenu, par les invasions de 1814 et de 1815, par la restauration bourbonnienne et toutes ses conséquences, et la paix des rois se fit en Europe.

A partir de ce moment, l'activité française se tourna toute entière vers l'industrie. Les inventeurs français prirent dans les fastes du progrès humain une place glorieuse à côté des inventeurs anglais et allemands, et les grandes usines, les gigantesques exploitations s'élevèrent et se créèrent sur tous les points de notre territoire.

Les premiers résultats furent une prospérité sans précédents et l'accroissement du bien-être des classes ouvrières.

Mais bientôt les choses changèrent d'aspect. Avec la sécurité publique et l'accroissement de la population, la vie industrielle prit un essor rapide. De vastes ateliers, des usines immenses s'ouvrirent ; à l'aide de procédés nouveaux ou de machines merveilleuses, on multiplia les productions avec une célérité, une économie et une perfection inconnue jusque-là. La prompt fortune des fabricants étonna, éblouit. Elle éveilla une émulation désordonnée.

Le salaire des ouvriers, porté à un taux énorme, par cette émulation des fabricants, attira dans les grands centres manufacturiers une population enlevée aux campagnes, et poussa de plus en plus vers la production excessive. La consommation bientôt ne répondit plus à une telle multiplication des denrées. La disproportion entre l'offre et la demande devint sensible ; l'encombrement se fit ; l'équilibre fut rompu.

« La concurrence étrangère et la concurrence intérieure, entre les entrepreneurs, les chefs d'ateliers et les ouvriers, amenèrent le chômage en même temps qu'elles nécessitaient la baisse des salaires. Une lutte acharnée s'engagea et cette lutte eut pour effet une misère d'une espèce nouvelle, qui, en frappant une classe très active, très intelligente et très énergique de la population, la poussait convulsivement de la souffrance à la révolte, de la révolte à une souffrance plus grande, et la faisait ainsi descendre jusqu'à la plus irrémissible détresse.⁶ »

La bourgeoisie au contraire avait atteint son apogée après la mystification de 1830⁷.

⁶ Daniel Stern "Histoire de la révolution de 1848" tome I, page 8 (Charpentier lib.-éd., Paris 1862).

⁷ La Fayette qui approuve le nouveau régime, fait acclamer Louis Philippe du balcon de l'Hôtel de Ville de Paris, écartant ainsi la menace républicaine.

⁵ Citation introuvable, non sourçable. NdE

Quelle magnifique situation pour elle ! Elle vient, avec l'aide du peuple qui la suit, de jeter dans les choses passées les derniers vestiges du monde féodal ; elle possède à la fois le pouvoir gouvernemental et la direction intellectuelle de la société française. Elle détient les forces sociales, propriété, industrie, commerce, enseignement, armée, académies, etc. Par sa possession exclusive de la science, tous les progrès doivent passer par elle, recevoir son estampille, et cela dans le domaine de la pensée comme dans le domaine de l'industrie.

Ce n'est pas tout encore : une pléiade de penseurs, les Saint-Simon, les Fourier, les Cabet, les George Sand, les Proudhon, les Auguste Comte, les Pierre Leroux, les Considérant, les Louis Blanc, etc., etc., désireux d'entraîner l'humanité dans la grande voie des transformations, mettent à nu les souffrances des masses populaires, et démontrent la nécessité et la possibilité d'extirper la misère.

Pour justifier les immenses aspirations qui se font jour, les découvertes scientifiques multiplient les prodiges la seule appropriation de la vapeur centuple les forces de l'activité humaine.

Maîtresse d'un présent si fécond et de tant d'éléments d'avenir, la bourgeoisie n'eut qu'une préoccupation : augmenter par la spéculation et le travail de ses exploités ses immenses richesses. En politique elle comprima, en philosophie elle ignora, en économie elle proclama le *laisser-faire*, *laisser-passer* et encore le chacun pour soi, chacun chez soi en morale, elle proclama le *enrichissez-vous* ; en socialisme, elle massacra. Les souffrances du prolétariat devenaient de plus en plus intolérables. Un économiste décrivait en ces termes cette misère voulue, organisée et maintenue croissante par l'égoïste bourgeoisie :

« Aucune jouissance n'est plus attachée à l'existence de ces classes malheureuses : la faim, les souffrances étouffent en elles toutes les affections morales. Lorsqu'il faut lutter chaque heure pour vivre, toutes les passions se concentrent dans l'égoïsme, chacun oublie la douleur des autres dans la sienne, les sentiments de la nature s'émoussent. Un travail constant, opiniâtre, uniforme, abrutit toutes les facultés. On a honte pour l'espèce humaine de voir à quel degré de dégradation elle

peut descendre, à quelle vie inférieure à celle des animaux elle peut se soumettre volontairement.⁸ »

Malgré ce traitement, la classe ouvrière ne s'abrutit pas. Au-dessous du monde officiel qui l'écrasait, elle s'agita. Différentes secousses dans les grandes villes industrielles telles que Saint-Etienne, Mulhouse, Lille, Limoges, Rouen, Clermont-Ferrand, annoncèrent que le prolétariat n'accepterait pas sans combat l'esclavage que lui préparaient les compagnies financières et industrielles.

En 1832, les prolétaires lyonnais écrivaient en lettres rouges sur leur noir drapeau de misère :

*Vivre en travaillant
ou mourir en combattant.*

Cela fait, ils descendaient héroïquement de la Croix-Rousse, étaient vaincus après un violent combat, et fusillés par tas après la défaite.

Tant il est vrai que pour la bourgeoisie possédante, l'ouvrier qui réclame sa juste place au banquet social n'a toujours été qu'un esclave révolté contre lequel tous les moyens sont bons, y compris l'extermination. Pour lui il n'y a pas de droit des gens s'il veut améliorer son sort, il est mis hors l'humanité. Les fusillades de 1832 faisaient prévoir les fusillades de 1848 et les mitraillades de 1871 : le massacre est la dernière raison de l'ordre.

Telle fut la première escarmouche des guerres sociales du XIX^e siècle et la première défaite du prolétariat français.

Après ce désastre, les sociétés secrètes, fidèles gardiennes de l'idée babouviste, reprirent la lutte. Après Saint-Merry, après le massacre de la rue Transnonain⁹, Barbès et Blanqui, suivis de deux ou trois cents héros, tentèrent en 1839 le renversement de ce que Blanqui devait si bien nommer en 1848 : *La tyrannie du capital*. Quelques années plus tard (1840) les balles françaises forcèrent les mineurs de Saint-Etienne à reprendre dans les mines leur travail pénible qu'ils voulaient moins long et mieux rétribué.

C'était pourtant le bon temps où le roi Louis-Philippe annonçait chaque année au

⁸ Jean de Sismondi *Nouveaux principes d'économie politique*, tome II, page 313 (De Fain imp., Paris 1819).

⁹ Lire à ce sujet Ledru Rollin dans *L'ami du peuple* N°1, 12 septembre 1868 page 1 et suivantes.

monde que la France, s'habituant à l'ordre, florissait dans une prospérité croissante.

C'était aussi le temps où la corruption florissait en haut tandis que la misère s'aggravait en bas. Victor Considérant pouvait écrire en restant dans la stricte vérité :

« La société d'aujourd'hui, c'est une méchante marâtre sans cœur et sans entrailles, qui a bien quelques sourires pour un petit nombre de riches fainéants et de fripons, mais qui chasse du pied et maudit les grandes légions de ses enfants pauvres, dont les mains sont calleuses, dont le dos se courbe au dur travail. Elle ne leur parle, à ceux-là, que pour leur demander argent, sueur et sang.¹⁰ »

Enfin Février éclate. A ce coup de foudre, un cri d'espoir répond de toutes les profondeurs de la misère. Les ouvriers des grandes villes écrivent sur leur drapeau : *Droit au travail*, et, cajolés par les rhéteurs arrivés au pouvoir, offrent à la République trois mois de misère.

La bourgeoisie profita habilement de ce répit ; trois mois plus tard, jour pour jour, elle commençait dans les rues de Paris, sous le chaud soleil de juin, sa seconde Saint-Barthélemy de prolétaires. Les ouvriers tinrent trois jours cette fois, avec un héroïsme admirable. Ils tombèrent sous le nombre et la cruauté de leurs ennemis. La bourgeoisie fut impitoyable, elle fusilla pendant quatre jours et quatre nuits des milliers d'ouvriers. Quand elle fut lasse de tuer, elle déporta, calomnia, terrorisa, s'acharna contre le socialisme, musela la liberté et crut avoir endigué le progrès, c'est-à-dire sauvé sa caisse ; elle n'avait fait qu'amasser contre elle toutes les haines du prolétariat malheureux, trahi et décimé.

Pour mener à bien l'œuvre sanglante, elle se servit contre ses victimes du moyen ordinaire.

Pendant que les héroïques ouvriers de Paris combattaient noblement les soldats de Cavaignac, instruits en Afrique dans la férocité, et les jeunes écervelés qu'avait enrégimentés Lamartine, les journaux de l'ordre avaient parlé de *mobiles sciés entre deux planches*, de *pensionnats saccagés* et d'autres infamies comme savent seuls en inventer les follicu-

lares de la réaction ; cela ne suffisait pas. Bourgeois et jésuites, bons amis désormais, montèrent, rue de Poitiers, sous la direction de Thiers, une véritable fabrique de calomnies. En quelques semaines, la province française fut inondée d'innombrables libelles, où l'on apprenait que républicain-rouge et socialiste voulaient dire exactement la même chose que *voleur, pillard, assassin, incendiaire, malfaiteur de la pire espèce*. On y apprenait en outre que les grandes villes étaient infestées de gens appelés partageux et qui voulaient dépouiller le pauvre et s'engraisser du travail des autres.

On sait ce qui arriva : un troisième larron survint qui se déclara le véritable *sauveur de la société*.

Les républicains de Paris étant à peu près tous tués, déportés ou emprisonnés, grâce aux bons soins des *honnêtes gens*, il devint très facile de jeter au vent le fantôme de république qui subsistait encore et de mettre à sa place une dictature à poigne pour *rassurer les bons et faire trembler les méchants*. Ainsi fit Bonaparte. Cette fois la révolution était bien vaincue. La réaction faisait le tour de l'Europe, comprimant par le fer et le feu les mouvements républicains ou socialistes de Rome, de Milan, de Vienne, de Dresde, de Pesth¹¹, de Berlin et de Londres. Vautour et Bazile saluaient l'âge d'or de la compression. Plus que jamais, Dieu régnait par la terreur de l'enfer, les monarques par la terreur du sabre, les riches par la terreur de la faim, tandis que les peuples vaincus reprenaient leur chaîne d'oppression et de misère.

En revanche, les capitaux qui s'étaient refusés en 1848, inondaient le marché et servaient aux spéculations les plus éhontées. La monarchie bourgeoise avait commencé et mené à bien la corruption des consciences, l'intronisation de l'égoïsme, l'assassinat de la bonne foi et l'étouffement du sens moral ; avec l'empire c'était la corruption faite classe qui régnait. La bourgeoisie, avec tout ce que l'empire avait récolté de gens tarés, se jeta à corps perdu dans l'agio, et ses grands prêtres les économistes chantèrent le siècle du capital :

¹⁰ Victor Considérant *Théorie de l'éducation naturelle et attrayante*, page 5 (Librairie de l'École sociétaire, Paris 1844).

¹¹ Ancien nom de ville, *Buda* et *Pesth*, donneront Budapest. *NdE*

« En ces temps fortunés, le monde civilisé présentait donc l'image d'une prospérité sans exemple. L'univers était devenu semblable à une ruche, ou plutôt semblable à un immense atelier, et chaque peuple s'appliquait à livrer à l'échange général le produit que ses aptitudes ou son climat lui permettait de créer avec le plus d'avantage. La vapeur entraînant le navire sur les mers et le wagon sur les voies ferrées, établissait entre tous les marchés des communications journalières. L'or, qui coulait à flots, et les instruments de crédit, bien plus puissants que l'or, donnaient à la circulation des richesses une facilité et par suite une rapidité extrême. Le transport des marchandises, la masse des produits, le total de la consommation, tous les éléments de la fortune des nations se comptaient par des chiffres si énormes, que, comme ceux qu'emploie l'astronomie, ils stupéfient l'esprit, qui ne peut plus les saisir. Cette vie exubérante, cette fièvre de production, étaient certes un beau spectacle pour ceux qui croient que le salut des sociétés est dans l'accumulation des capitaux.¹² »

En présence de cette orgie capitaliste qui courbait, exténuait, désespérait la classe ouvrière et achevait de rendre odieuse la classe bourgeoise, Proudhon pouvait écrire de son côté :

« La société devient une mêlée où la loi du plus fort est remplacée par la loi du plus fourbe, où l'exploitation de l'homme succède au brigandage primitif ; où la guerre a pour dernier mot la servitude, et la servitude pour garant la tyrannie. La moralité française, au for intérieur, est détruite. Il n'y a plus rien qui tienne : la déroute est complète. Nulle pensée de justice, nulle estime de liberté, nulle solidarité entre les citoyens. Avec le sens moral, l'instinct de conservation lui-même paraît éteint. La direction générale est livrée à l'empirisme ; une aristocratie de bourse qui se ruant, en haine des *partageux*, sur la fortune publique, une classe moyenne qui se meurt de poltronnerie et de bêtise, une plèbe qui s'affaisse dans l'indigence et les mauvais conseils. Les moins timorés le sentent et s'en inquiètent. Si quelque vie nous reste, si tout

honneur n'est pas perdu, nous le devons à cette flamme sacrée de la Révolution que rien ne saurait éteindre.¹³ »

Heureusement que ce prodigieux essor d'égoïsme allait porter ses fruits. Les tripoteurs d'argent et de titres se livrèrent à des spéculations si insensées et si immorales que la débâcle, devenue inévitable, arriva enfin (1857).

Alors se multiplièrent les faillites, qui déplacent les grandes fortunes, et les chômages, qui font mourir les ouvriers de faim. C'est dans cette crise douloureuse que se dessina bien le rôle que joue le prolétariat vis-à-vis des détenteurs de la fortune publique et des directeurs de l'activité humaine. Lorsque les égoïstes et malhonnêtes spéculations de ces derniers eurent amené les désastres, ils en furent quittes pour un manque de gain ou tout au plus pour la perte d'une partie d'une fortune édifiée avec une scandaleuse rapidité, tandis que la classe ouvrière (hommes, femmes et enfants, la grande industrie a tout pris) s'abîma dans une misère sans espoir, en proie à des privations mortelles. La faim, ce hideux spectre qu'on croyait disparu depuis la chute du moyen âge, hanta les grandes villes de la civilisation industrielle, sous la forme d'êtres humains en haillons et déchirés, qui avaient travaillé au temps de l'activité vertigineuse des 14, 15, 16 et 17 heures par jour, d'un travail exténuant, dans une atmosphère fétide, sous les rudes paroles, sous les insultes du contremaître et les exigences croissantes du patron ou de la compagnie industrielle, et cela pour un salaire à pleine suffisant à la misérable vie de l'ouvrier au jour le jour. Maintenant, sans travail et, par conséquent, sans ressources, ils mouraient de misère pour la plus grande gloire de l'ordre, pour la plus grande sanctification des maximes bourgeoises *laissez faire, laissez passer ; chacun pour soi, chacun chez soi* ; pour la plus grande fortune de quelques parvenus.

Nous voici arrivés à l'un des moments les plus solennels de l'histoire.

Les ouvriers du monde entier savent enfin à quoi s'en tenir sur le bon vouloir de la classe possédante. Les ouvriers français ont

¹² Émile de Laveleye *Le marché monétaire et ses crises: depuis cinquante ans*, page 43 (Guillaumin et Cie éd., Paris 1865).

¹³ Pierre-Joseph Proudhon *De la Justice dans l'Église et dans la Révolution*, tome I (Garnier frères lib., Paris 1858).

en plus pour s'éclairer le souvenir des massacres de Juin¹⁴. Il court dans les centres industriels un souffle de délivrance : *Sauvons-nous nous-mêmes !* S'écrie-t-on dans la fabrique comme dans l'usine, dans l'atelier comme dans les mines. Coïncidence heureuse, la camisole de force dans laquelle étouffait l'humanité craque de toutes parts ; un frisson inconnu agite les deux mondes : le peuple indien se révolte contre les capitalistes anglais, l'Amérique du Nord combat et triomphe pour l'affranchissement des noirs, l'Irlande et la Hongrie s'agitent, la Pologne est levée !... L'opinion libérale en Russie impose un commencement d'affranchissement des paysans slaves. Tandis que la jeunesse russe, enthousiasmée par les écrits de Tchernichewski, de Herzen, de Bakounine, se fait propagandiste de la révolution sociale, l'Allemagne, qu'ont agitée les Karl Marx, les Lassalle, les Becker, les Bebel, les Liebknecht, etc., entre dans le mouvement socialiste. Les ouvriers anglais, conservant la tradition des Chartistes et le souvenir d'Ernest Jones et d'Owen, sont en plein mouvement associationniste. En Belgique, en Suisse, en Italie, en Espagne même, les ouvriers s'aperçoivent que leurs politiques les trompent, et ils cherchent les moyens d'améliorer leur sort. Les ouvriers français reviennent de la torpeur où les avaient plongés les désastres de Juin et de Décembre. De toutes parts enfin le mouvement s'accroît, et les prolétaires tendent à s'unir pour aider à la réalisation de leurs aspirations, vagues encore, mais ardentes.

Le 28 septembre 1864, les délégués des ouvriers français, anglais et allemands, qui avaient eu déjà des pourparlers, donnaient un corps aux aspirations ouvrières. Dans un meeting tenu à Saint-Martin's Hall, à Londres, et convoqué en faveur de la Pologne, ils jetèrent les fondements de l'Association internationale des travailleurs :

« Considérant, dirent ces réformateurs, que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que les efforts des travailleurs, pour conquérir leur émancipation, ne doivent pas tendre à consti-

tuer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous des droits et des devoirs égaux et à anéantir la domination de toute classe ;

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de sa servitude politique, morale et matérielle ;

Que l'émancipation économique des travailleurs est conséquemment le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;

Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées ;

Que l'émancipation du travail n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels la vie moderne existe et nécessite pour sa solution leur concours théorique et pratique ;

Que le mouvement qui reparait parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et les pousse à combiner immédiatement ces efforts encore isolés ;

Par ces raisons :

Est fondée l'Association internationale des travailleurs.

L'association et toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaissent comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes la vérité, la justice et la morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité. Ils considèrent comme un devoir de réclamer pour tous les droits d'hommes et de citoyens :

Pas de droits sans devoirs,

Pas de devoirs sans droits. »¹⁵

Après cet acte si grand par ses conséquences, sorti des nécessités économiques de notre époque, l'humanité entre dans une phase nouvelle, les plus grands espoirs sont permis ; le peuple, tant de fois trompé et toujours remis à la chaîne, va travailler lui-même et exclusivement à son affranchissement. Il cherchera en lui ses aspirations et n'attendra

¹⁴ On lira avec intérêt le livre d'Hippolyte Castille *Les massacres de Juin 1848* (A. Moussin typo., Coulommiers 1869).

¹⁵ *Annales du Sénat, débats parlementaires*, page 924 (Journaux officiels imp., Paris 1882).

plus de messies. Le socialisme, qui jusque-là n'a été que sectes et théories divergentes, s'incarne dans le prolétariat et devient véritablement la moderne bonne nouvelle annoncée à tous ceux qui souffrent, à tous ceux qui travaillent à l'avènement de la justice. L'agitation ouvrière a trouvé dans l'*Internationale* sa forme d'expansion ; elle se généralise dans tous les centres industriels de l'Europe, revendiquant le droit à la vie par de formidables grèves, créant des milliers de sociétés ouvrières, mettant à nu les injustices de la vieille société et posant, dans les *Congrès internationaux*, les assises du monde nouveau.

La bourgeoisie, comme les monarques, ne vit dans ce gigantesque ébranlement social que des motifs de répression. Les apôtres de l'idée nouvelle ne sortaient des prisons gouvernementales que pour se heurter aux ranunces des patrons coalisés pour les faire mourir de faim, en leur fermant les ateliers ; rien ne découragea ces lutteurs. En France, ils purent, malgré les persécutions, grouper des centaines de milliers d'adhérents et devenir les plus redoutables adversaires de l'Empire : à Paris, notamment, les révolutionnaires purs, lassés des creuses paroles des *réunions publiques*, et dégoûtés de la politique par la trahison récente des députés radicaux de 1869, venaient se ranger en foule sous le drapeau socialiste de l'*Internationale* persécutée.

On peut dire avec vérité que vers le milieu de 1870, le mouvement progressiste, dans les grandes villes de France, était passé aux ouvriers, ayant l'*Internationale* pour centre dirigeant, et que la séparation était complète entre les républicains purs ou radicaux bourgeois et les socialistes ; la haine commune contre l'Empire n'empêchait pas les dissentiments de se traduire en attaques violentes.

Le souvenir de Juin se ravivait pour accentuer cette division. On se rappelle qu'à la suite d'une offre de discussions sur la situation économique, faite au monde officiel par quelques orateurs des réunions publiques, un groupe populaire répondit brutalement, mais loyalement : *Les vaincus de Juin ne discutent pas avec leurs bourreaux, ils attendent*. Telle était la situation ; il ne pouvait en être autrement. Plus que jamais la classe dirigeante était au-dessous de la situation. De plus en plus rongée d'égoïsme, elle n'acceptait pas une idée nouvelle, et n'avait que des calom-

nies ou des insultes à opposer aux aspirations progressistes de la classe ouvrière, qui marchait, elle, pleine de foi dans l'avenir, à la conquête du monde de la justice.

L'avènement prochain de la république en France était donc gros d'une formidable lutte sociale, qui, on pouvait le prévoir, embraserait l'Occident. En attendant, les nombreuses grèves qui frappaient les grands centres industriels de la France annonçaient suffisamment que les prolétaires français, se sentant assez nombreux pour ne plus subir en silence l'oppression sociale des industriels, plus lourde, plus douloureuse cent fois que l'oppression politique, entendaient poursuivre jusqu'à la réussite l'œuvre d'amélioration de leur sort.

Ce fut alors que, réduit à la guerre par sa politique de compression et tombant dans le piège que lui avait tendu de longue main le gouvernement prussien, Bonaparte déclara la guerre à l'Allemagne.

Cette nouvelle inattendue et désastreuse éclata comme un coup de foudre, et saisit l'Europe de stupeur. L'*Internationale* en corps n'avait pas eu le temps d'aviser ; la Fédération parisienne organisa à la hâte une manifestation en faveur de la paix et lança ce manifeste aux travailleurs de tous les pays :

« TRAVAILLEURS !

Une fois encore, sous prétextes d'équilibre européen, d'honneur national, des ambitieux politiques menacent la paix.

Travailleurs français, allemands, espagnols, que nos voix s'unissent dans un cri de réprobation contre la guerre.

Aujourd'hui, les sociétés ne peuvent avoir d'autres bases légitimes, que la production, et sa répartition équitable.

La division du travail, en augmentant chaque jour les nécessités de l'échange, a rendu les nations solidaires.

La guerre pour une question de prépondérance, ou de dynastie, ne peut être aux yeux des travailleurs qu'une criminelle absurdité.

En réponse aux acclamations belliqueuses de ceux qui s'exonèrent de l'impôt du sang et qui trouvent dans les malheurs publics une source de spéculations nouvelles, nous protes-

tons, nous qui voulons la paix, le travail, la liberté.

Nous protestons :

Contre la destruction systématisée de la race humaine ;

Contre la dilapidation de l'or du peuple qui ne doit servir qu'à féconder le sol et l'industrie ;

Contre le sang répandu pour la satisfaction odieuse de vanités, d'amours-propres, d'ambitions monarchiques froissées ou insouviées.

Oui, de toute notre énergie nous protestons contre la guerre comme hommes, comme citoyens, comme travailleurs. La guerre, c'est le réveil des instincts sauvages et des haines nationales.

La guerre, c'est le moyen détourné des gouvernements, pour étouffer les libertés publiques.

La guerre, c'est l'anéantissement de la richesse générale, œuvre de nos labeurs quotidiens.

Frères d'Allemagne :

Au nom de la paix, n'écoutez pas les voix stipendiées ou serviles qui chercheraient à vous tromper sur le véritable esprit de la France.

Restez sourds à des provocations insensées, car la guerre entre nous serait une guerre fratricide. Restez calmes, comme peut le faire, sans compromettre sa dignité, un grand peuple fort et courageux.

Nos divisions n'amèneraient, des deux côtés du Rhin, que le triomphe complet du despotisme.

Frères d'Espagne, nous aussi, il y a vingt ans, nous crûmes voir poindre l'aube de la liberté. Que l'histoire de nos fautes vous serve au moins d'exemple. Maîtres aujourd'hui de vos destinées, ne vous courbez pas comme nous sous une nouvelle tutelle ; l'indépendance que vous avez conquise, déjà scellée de votre sang, est le souverain bien. Sa perte, croyez-nous, est pour les peuples majeurs la cause des regrets les plus amers et les plus poignants.

Travailleurs de tous pays, quoi qu'il arrive de nos efforts communs, nous membres de *l'Association Internationale des Travailleurs*, qui ne connaissons plus de frontières, nous

vous adressons comme un gage de solidarité indissoluble, les vœux et les saluts des travailleurs de France. »

(Suivent les signatures)

Les internationaux de Berlin répondirent en ces termes :

« TRAVAILLEURS DE FRANCE :

Nous aussi, nous voulons la paix, le travail et la liberté ! C'est pourquoi nous nous associons de tout notre cœur à votre protestation inspirée d'un ardent enthousiasme contre tous les obstacles mis à notre développement pacifique et principalement par la guerre sauvage. Animés de sentiments fraternels, nous unissons nos mains aux vôtres, et nous vous affirmons comme des hommes d'honneur, qui ne savent pas mentir, qu'il ne se trouve pas dans nos cœurs la moindre haine nationale, que nous subissons la force et n'entrons que contraints et forcés dans les bandes guerrières qui vont répandre la misère et la ruine dans les champs paisibles de nos pays.

Nous aussi, nous sommes hommes du combat ! Mais nous voulons combattre en travaillant pacifiquement et de toutes nos forces pour le bien des nôtres et de l'humanité ; nous voulons combattre pour la liberté, l'égalité et la fraternité, combattre contre le despotisme des tyrans qui oppriment la sainte liberté, contre le mensonge et la perfidie de quelque part qu'ils viennent. Solennellement nous vous promettons que ni le bruit des tambours, ni le tonnerre des canons, ni victoire, ni défaite ne nous détourneront de notre travail pour l'union des prolétaires de tous les pays. Nous aussi nous ne connaissons plus de frontières, parce que nous savons que des deux côtés du Rhin, que dans la vieille Europe comme dans la jeune Amérique, vivent nos frères avec lesquels nous sommes prêts à aller à la mort pour le but de nos efforts : La République sociale. Vivent la paix, le travail et la liberté !

*Au nom des membres de l'Association Internationale
des Travailleurs à Berlin,
GUSTAVE KWASNIEWSKI »*

Pendant que les travailleurs des deux pays échangeaient ces protestations pacifiques, les armées marchaient l'une contre l'autre. Le

sang allait couler par torrents. Quelques mois plus tard, ces mêmes internationaux français, qui flétrissent avec tant d'autorité ces boucheries humaines, seront forcés de diriger des opérations militaires et de soutenir un siège sanglant tant le fait est loin de l'aspiration.

Ce n'est pas ici le lieu de raconter comment, un mois après l'ouverture de cette effrayante guerre, une nation qui avait été la première puissance militaire de l'Europe, vit, dans une série ininterrompue de colossales défaites, les 300,000 hommes que son inepte gouvernement avait jeté contre un million d'ennemis, détruits, prisonniers ou bloqués. L'empereur venait de se livrer lâchement à Sedan avec 85,000 hommes ; le reste de l'armée française, c'est-à-dire ce qu'avaient épargné huit sanglantes batailles, était cerné dans Metz, et les Allemands victorieux inondaient le Nord et l'Est de la France et se précipitaient à marches forcées sur Paris.

A l'audition de ces foudroyantes nouvelles, la grande capitale fut digne d'elle-même. Elle renversa, dans un soulèvement unanime, l'Empire, auteur de tant de maux, fit appel à l'âme patriotique de la France, se prépara à soutenir un long siège, à combattre à outrance, et se dressa fière et puissante en face de l'envahisseur.

Entraîné par la grandeur du danger de l'indépendance nationale et par un patriotisme qu'on aurait cru moins ardent, le prolétariat oublia Juin et les haines de la bourgeoisie. Il se joignit à elle pour que de cette union sortît triomphante l'indépendance française. Il ajourna les questions sociales. — On videra plus tard les différends, disaient les ouvriers. En attendant, sauvons la France. — La bourgeoisie sembla de son côté oublier ses mépris ; ce ne fut pas pour longtemps.

L'insuffisance du gouvernement, qui haïssait moins les Prussiens que les ouvriers (contre lesquels, osa depuis écrire J. Favre à Gambetta, le gouvernement était plus employé à se défendre que contre les Prussiens), et qui, de l'aveu de son chef, le général Trochu, *ne faisait qu'un simulacre de défense, cette défense n'étant qu'une folie sublime du peuple*, ne tarda pas à se faire sentir.

Dans cette situation, les personnalités du parti révolutionnaire et les délégués de l'*Internationale* se mirent en rapport. Ils se

réunirent au siège du *Conseil fédéral de l'Internationale*, place de la Corderie du Temple. Les délégués des clubs vinrent à ces réunions et y apportèrent le langage violent des assemblées populaires. La réunion ne tarda pas à être une simple délégation des sections de l'*Internationale* et des clubs. Elle prit le titre de *Comité central républicain des vingt arrondissements de Paris*. Ce Comité central s'attacha à organiser dans chaque arrondissement un *Comité de vigilance*, ayant pour mission de stimuler les municipalités et d'aider à l'œuvre de la défense. Le Comité central se donna les mêmes attributions vis-à-vis du gouvernement ; il lui faisait souvent part des vœux du peuple. Sous le titre de *Proposition au gouvernement*, une affiche rouge fut même placardée dans Paris ; elle indiquait diverses mesures radicales à prendre, telles que *La levée en masse*, *L'accélération de l'armement* et *Le rationnement*. L'affiche fut déchirée dans le centre de Paris ; elle portait entre autres signatures celles des citoyens Avrial, Beslay, Briosne, Chalain, Combault, Camélinat, Chardon, Demay, Duval, Dereure, Frœnkel, Ferré, Flourens, Johannard, Jaclard, Lefrançais, Langevin, Longuet, Malon, Oudet, Pottier, Pindy, Ranvier, Régère, Rigault, Serrailleur, Tridon, Theisz, Trinquet, Vaillant, Varlin, Vallès, etc., etc.

Dans les clubs commençaient les critiques violentes contre l'attitude du gouvernement. Flourens descendit le 6 octobre à la tête de cinq bataillons de Belleville, et un essai de manifestation en faveur de la *guerre à outrance* eut lieu, le 8 octobre, sur la place de l'Hôtel de Ville.

Pour toute réponse, le gouvernement parla d'*agents prussiens*, soudoyés pour agiter Paris, et les journaux de l'ordre flétrirent les *misérables* qui, en présence des Prussiens, voulaient *entraver la défense*. La scission entre bourgeoisie et prolétariat était de nouveau un fait accompli. Avec une adresse qui eut un plein succès, le gouvernement évoqua devant la bourgeoisie parisienne le spectre du socialisme prêt à la dévorer. La bourgeoisie laissa bien vite là son patriotisme pour courir à sa caisse. Elle détesta les faubourgs, c'est-à-dire la classe ouvrière, et se jeta sans réserve dans les bras de ces lâches gouvernants qui préparaient les hontes de la France et qui, en surexcitant, pour s'en servir, les haines sociales,

rendaient inévitable la terrible explosion de Mars.

C'est alors qu'on apprit du même coup la défaite du Bourget, l'annonce de la capitulation de Metz, de l'arrivée de M. Thiers et d'un projet d'armistice.

Le journal *Le Combat* avait annoncé, deux jours avant, à la suite d'une indiscretion de Rochefort à Flourens, cette capitulation, mais personne n'avait voulu y croire, et les gens de l'ordre avaient tenté de faire un mauvais parti aux rédacteurs du *Combat*. Cette fois le doute n'était plus permis. Paris comprit qu'on le préparait à la capitulation il y eut dans les faubourgs un universel et irrésistible mouvement de colère, ils descendirent en armes sur l'Hôtel de Ville, criant : *A bas Trochu ! A bas Thiers ! A bas les capitulards ! Vive la défense à outrance !* et portant des pancartes avec ces inscriptions : *Vive la République ! — Pas d'armistice ! — Vive la Commune ! — Levée en masse !*

C'était le 31 octobre.

L'Hôtel de Ville fut envahi, le gouvernement retenu prisonnier. Puis les chefs improvisés de la révolution décidèrent, faute de mieux, la nomination d'une Commission provisoire, chargée de faire procéder à l'élection d'une *Commune* dans les quarante-huit heures. Cela fait, les bataillons révolutionnaires, se croyant sûrs de la victoire, remontèrent triomphalement, musique en tête, sous une pluie battante, dans leurs faubourgs, où la joie était générale. Quelques heures plus tard, en même temps que paraissait l'affiche officielle convoquant les électeurs au scrutin, les bataillons bourgeois du centre et les mobiles bretons réinstallaient le gouvernement.

Le lendemain, une affiche hautaine et menaçante de Jules Favre flétrit le mouvement insurrectionnel, et déclara nulle et non avenue la promesse d'élection que lui et ses collègues avaient pourtant jurée.

Les Parisiens, appelés à se prononcer par oui ou par non sur le maintien du gouvernement, répondirent *oui* à une majorité écrasante. Tous les gens du parti de l'ordre avaient donné pour arriver à ce résultat. On montrait l'armée prête à se révolter si le gouvernement n'était pas maintenu, et la capitulation au bout. On distribuait le *Journal officiel* gratuitement dans tous les quartiers. On par-

lait du salut de la France, et on demandait, au nom de la patrie, qu'un changement de gouvernement livrerait à l'étranger, un vote de confiance. Beaucoup d'ouvriers se laissèrent toucher, d'autres s'abstinrent. Il y eut néanmoins 63,000 ennemis irréconciliables du gouvernement bourgeois, qui répondirent *non*.

L'on accorda pourtant une satisfaction dérisoire au mouvement du 31 octobre. Les Parisiens furent appelés à élire dans chaque arrondissement un maire et trois adjoints. Les faubourgs élurent onze socialistes aux fonctions municipales : Ranvier, Flourens, Lefrançais, Dereure, Jaclard, Millièrre, Malon, Poirier, Héliçon, Tolain et A. Murat. Mais Ranvier, Flourens, Lefrançais, Minière, Jaclard étaient déjà emprisonnés en compagnie de Vermorel, Vallès et autres Blanqui et Félix Pyat, également poursuivis, avaient pu se soustraire aux recherches.

Le gouvernement, depuis son triomphe plébiscitaire, ne ménageait plus les révolutionnaires ; cependant, pour donner une satisfaction au sentiment public, il sembla croire un moment à la défense, il encouragea les souscriptions pour les canons ; annonça un soir de novembre que l'heure des grandes résolutions avait sonné, et fit la sortie de Champigny, qui aboutit, comme on sait, à deux stériles et incomplètes victoires.

Pendant ce temps, la disette croissait. Il y avait dans les faubourgs des misères inouïes. Une famille avait par jour 1 fr. 50, 2 fr. 25 au plus à dépenser pour se nourrir, et la viande était rationnée à 30 grammes, et les légumes étaient introuvables, et il y avait manque absolu de bois de chauffage par un froid sibérien. Les municipalités firent de louables efforts pour adoucir les misères ; mais que pouvait faire l'assistance ? Les socialistes et les journaux radicaux réclamaient avec plus d'insistance que jamais, et toujours inutilement, la répartition égalitaire des ressources communes. Comme résultat, les souffrances devenaient de plus en plus intolérables et la situation de Paris empirait sans cesse.

Le peuple des faubourgs voyait la catastrophe approcher, sans que le gouvernement fit rien pour l'éviter, et s'aggravait. Ces prolétaires armés qu'on ne voulait pas employer, ne pouvaient se faire à l'idée d'une capitulation ; ils demandèrent « la sortie en masse, la

grande bataille *torrentielle*, l'emploi contre les Prussiens de tous les moyens de destruction que peut fournir la science ; l'expérimentation du feu grégeois, l'explosion des forts et de l'enceinte plutôt que leur reddition et, s'il en était besoin, la suprême *bataille du désespoir, dans Paris*, qu'il valait mieux voir abîmé que déshonoré. »

Cet ordre d'idées, que le gouvernement ne blâmait pas trop, en laissant dire par un de ses membres *Plutôt Moscou que Sedan*, se développait avec violence dans les clubs faubouriens, où l'on maudissait la lâcheté des réactionnaires qui voulaient la capitulation, pour conserver intactes leurs propriétés.

Pour toute mesure d'exception, le gouvernement organisa des compagnies de guerre dans la garde nationale. Ces citoyens firent courageusement leur devoir aux avant-postes. Mis en première ligne à Montretout, ils montrèrent ce qu'ils auraient fait si le gouvernement avait voulu les employer plus tôt. On ne les avait fait sortir *que pour les contenter*, et quand il n'était plus temps.

Et penser que les gens qui n'ont pas voulu se servir contre la Prusse des forces que le patriotisme des ouvriers leur offrait, viendront dire ensuite en face de l'Europe que ces ouvriers ont été lâches devant les Prussiens ! — quand la vérité est que pendant tout le siège ils n'ont pas cessé de demander à être envoyés contre l'ennemi et que, dans un intérêt connu maintenant, le gouvernement de capitulation les a toujours écartés, et que la bourgeoisie, dans sa frayeur insensée du socialisme, n'a pas cessé d'avoir vis-à-vis d'eux plus de crainte et plus de haine qu'elle n'en avait contre les Prussiens.

La sortie de Montretout-Buzenval se termina par une retraite comme les précédentes.

Cette fois le découragement fut général. Les souffrances avaient atteint la période aiguë, le pain était rationné à 300 grammes, et l'on voyait avec rage tant d'efforts, tant de privations aboutir à une catastrophe maintenant inévitable. Les plus croyants tentèrent l'insurrection du 22 janvier, ayant pour objet de renverser le gouvernement incapable ou traître et de décréter la sortie du désespoir. Le mouvement échoua et le gouvernement se hâta de signer l'armistice du 28 janvier qui livra les forts et désarma les remparts. La classe

ouvrière nourrit, à partir de ce jour, un grief de plus contre la bourgeoisie incapable et lâche qui avait été au pouvoir et avait mené Paris à l'abîme.

Ces ouvriers courroucés envoyèrent à l'Assemblée nationale qui devait se réunir à Bordeaux des partisans de la guerre à outrance, des socialistes, en haine du gouvernement qui les avait éconduits ou persécutés. La province, au contraire, travaillée par la réaction et énervée par l'incapacité du gouvernement de Tours, nomma en haine de la République qui voulait la *guerre à outrance*, les revenants des partis monarchiques et libéraux qui avaient pris pour devise *la paix à tout prix*. Que pouvait-on attendre de telles élections ? Les malheurs de la France étaient préparés.

« Quoiqu'isolée de la France et du monde, pendant cinq mois, la cité parisienne n'avait rien perdu de son incomparable grandeur, elle était restée le foyer le plus intense de la civilisation moderne. La stupéfaction y fut bien profonde lorsqu'on apprit la composition de l'Assemblée nationale. Paris qui avait voulu la *guerre à outrance*, se trouva en présence de paysans dont la plupart avaient désiré la *paix à tout prix*. Ce contraste inattendu produisit sur la population parisienne une impression très affligeante. En contemplant cette majorité rurale ainsi que l'a qualifiée si heureusement Gaston Crémieux de Marseille¹⁶. — Paris comprit que *cette image fidèle de la France*, incarnation des idées rétrogrades et des lâchetés égoïstes de la masse paysanne, était hostile à la République et s'efforcerait de reconstituer au plus tôt une monarchie. [...]

Pendant que Paris luttait et souffrait non seulement pour sa propre défense, mais encore et surtout pour la cause de la France, en province [dont les élus] allaient imposer leur volonté, leur loi. L'idée anti-sociale du *chacun chez soi, chacun pour soi* [...] concluait, en dernière analyse, à la désorganisation de

¹⁶ Appeler *ruraux* les hommes de sang de Versailles, c'est leur donner gratuitement la France pour complice et insulter celle-ci. Les élections municipales du 30 avril ont montré que les véritables ruraux voulaient la République. Les hommes de Versailles sont *les hommes de Versailles*, leur infamie n'appartient qu'à eux.

toute société, à la dissolution de tout organisme national.¹⁷ »

Les prolétaires socialistes de Paris ne pouvaient pas ne pas tenter de réagir contre cette déification de l'égoïsme, signal de l'irréversible décadence ; ils se promirent de veiller à l'honneur de la France et au salut de la République, que menaçait sérieusement l'Assemblée monarchiste de Bordeaux. De leurs craintes, de leurs aspirations, sortit une idée commune, qui, sans entente préalable, fut formulée simultanément dans plusieurs clubs : *Solidariser les divers bataillons de La garde nationale*.

Des essais furent immédiatement tentés, et le 15 février eut lieu au Waux-Hall une réunion de délégués ; on n'arrêta rien, mais on s'entendit sur les bases : il fut convenu que la forme fédérative, en honneur dans l'*Internationale*, serait acceptée dans l'organisation. Le 24 février, une nouvelle réunion, de deux mille délégués cette fois, se tint au même endroit. On prit la résolution suivante :

La garde nationale proteste, par l'organe de son Comité central, contre toute tentative de désarmement et déclare, qu'au besoin, elle y résistera par les armes.

Cela fait, on se rendit à l'imposante manifestation républicaine qui avait lieu à la place de la Bastille.

Deux jours après, sous l'impulsion du citoyen Piazza, 100,000 gardes nationaux, répondant au rappel révolutionnaire, se portèrent sur Neuilly, fusils chargés et cartouchières pleines. On leur avait dit que les Prussiens voulaient frauduleusement occuper Paris, et ils voulaient, au prix de leur sang, empêcher cette violation du traité. Rien d'insolite ne les ayant frappés, ils revinrent, amenant en triomphe les canons et mitrailleuses qu'on avait parqués place Wagram et qu'ils craignaient de voir enlever par les Prussiens. Ces canons, traînés avec enthousiasme par le peuple, hommes, femmes et enfants qu'avait poussés le même enivrement de patriotisme, furent parqués dans les faubourgs, à Batignolles, à Montmartre, à Belleville, place des Vosges, etc., et mis sous la garde du

peuple armé, malgré les clameurs de la réaction qui criait au sacrilège.

Pendant ce temps, l'Assemblée de Bordeaux élisait chef du pouvoir exécutif le représentant de l'égoïsme bourgeois, Thiers ; elle insultait Garibaldi, et donnait de sa haine contre Paris des témoignages multipliés, injuriant quelquefois ses défenseurs en pleine tribune. Comme on devait s'y attendre, elle faisait la paix avec les Prussiens au prix de deux provinces et de cinq milliards, et souscrivait à l'occupation partielle de Paris par l'armée ennemie.

Cette lâche paix et la clause relative, à Paris, qui l'accompagnait, achevèrent d'exaspérer les ouvriers de la capitale ; le premier mouvement fut de s'opposer par la force à l'entrée des Prussiens. Cependant le *Comité central*, qui s'était adjoint quelques membres du *Conseil fédéral parisien de l'Internationale* comme plus expérimentés, publia, le 28 février, le manifeste dont voici le texte :

« COMITÉ CENTRAL DE LA GARDE NATIONALE

Le sentiment général paraît être de ne pas s'opposer à l'entrée des Prussiens dans Paris. Le Comité central, qui avait émis une opinion contraire, déclare qu'il se rallie à la résolution suivante :

Il sera établi tout autour des quartiers que doit occuper l'ennemi une série de barricades propres à isoler complètement cette partie de la ville. Les habitants de la région circonscrite dans ses limites devront l'évacuer immédiatement.

La garde nationale, de concert avec l'armée formée en cordon tout autour, veillera à ce que l'ennemi, ainsi isolé sur un sol qui ne sera plus notre ville, ne puisse en aucune façon communiquer avec les parties retranchées de Paris.

Le Comité central engage donc toute la garde nationale à prêter son concours à l'exécution des mesures nécessaires pour arriver à ce but et éviter toute agression qui serait le renversement immédiat de la République. »

Ces prescriptions, à la fois sages et énergiques, furent ponctuellement suivies, sans le concours de l'armée qui se retira sur la rive

¹⁷ Paul Lanjalley et Paul Corriez *Histoire de la Révolution du 18 mars*, pages 10-11 (A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie éd., Paris 1871).

gauche, et les Prussiens n'eurent pas à s'applaudir de leur entrée dans Paris.

Le gouvernement félicita Paris de sa digne et patriotique attitude, et l'on put croire encore que tout rentrerait dans le calme. Restaient cependant les canons. Les journaux de l'ordre demandaient qu'on les fit rentrer de gré ou de force. Vinoy¹⁸ qui, pour beaucoup de raisons, détestait l'élément radical, c'est-à-dire l'élément ouvrier de la garde nationale, n'était que trop disposé à essayer la force. Le 14 mars, il tenta donc de s'emparer des canons parqués place des Vosges. Mais il échoua misérablement, car les gardes nationaux fédérés du 11^{ème} arrondissement faisaient bonne garde. Pendant ce temps, l'organisation de la garde nationale en fédération se poursuivait.

Par l'initiative de Jaclard, Bergeret, R. du Bisson, Tribalet, Grêlier, etc., un *Comité fédéral républicain* des bataillons de Montmartre se formait également ; le *Comité central* envoya des délégués et les deux Comités fusionnèrent. A l'instigation de ceux des membres du *Comité*, délégués par le Conseil fédéral parisien de l'*Internationale*, on décida pour le 3 mars une nouvelle réunion générale de délégués. Elle eut lieu et c'est là que furent votés les statuts de la *Fédération républicaine de la garde nationale*.

Le premier acte du *Comité central* définitif fut de faire procéder, sur la proposition de Varlin, à des réélections générales dans la garde nationale. 200 bataillons sur 270 reconquirent le *Comité central*. Celui-ci fit alors placarder une affiche rouge ainsi conçue :

« RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

—
Liberté, Égalité, Fraternité
—

COMITÉ CENTRAL DE LA GARDE NATIONALE

Le Comité central de la garde nationale, nommé dans une assemblée générale de délégués représentant plus de 200 bataillons, a pour mission de constituer la fédération républicaine de la garde nationale, afin qu'elle soit organisée de manière à protéger le pays mieux que n'ont pu le faire jusqu'alors les

armées permanentes, et à défendre, par tous les moyens possibles, la République menacée.

Le Comité central n'est pas un comité anonyme, il est la réunion de mandataires d'hommes libres qui connaissent leurs devoirs, affirment leurs droits et veulent fonder la solidarité entre tous les membres de la garde nationale.

Il proteste donc contre toutes les imputations qui tendraient à dénaturer l'expression de son programme pour en entraver l'exécution. Ses actes ont toujours été signés ; ils n'ont eu qu'un mobile, la défense de Paris. Il repousse avec mépris les calomnies tendant à l'accuser d'excitation au pillage d'armes et de munitions, et à la guerre civile.

L'expiration de l'armistice, sur la prolongation duquel le Journal officiel du 26 février était resté muet, avait excité l'émotion légitime de Paris tout entier. La reprise des hostilités, c'était en effet l'invasion, l'occupation et toutes les calamités que subissent les villes ennemies.

Aussi la fièvre patriotique qui, en une nuit, souleva et mit en armes toute la garde nationale, ne fut pas l'influence d'une commission provisoire nommée pour l'élaboration des statuts : c'était l'expression réelle de l'émotion ressentie par la population. Quand la convention relative à l'occupation fut officiellement connue, le Comité central, par une déclaration affichée dans Paris, engagea les citoyens à assurer, par leur concours énergique, la stricte exécution de cette convention.

A la garde nationale revenait le droit et le devoir de protéger, de défendre ses foyers menacés. Levée toute entière spontanément, elle seule, par son attitude, a su faire de l'occupation prussienne une humiliation pour le vainqueur.

Vive la République

Paris, le 4 mars 1871.

Arnold, Jules Bergeret, Bouit, Castioni, Chauvière, Chouteau, Courty, Dutil, Fleury, Frontier, Gasteau, Henry Fortuné, Lacord, Lagarde, Lavalette, Maljournal, Matté, Mutin, Ostyn, Piconel, Pindy, Prudhomme, Varlin, Henri Verlet, Viard.

Pendant que le Comité organisait la garde nationale et parlait à l'opinion publique, il ne

¹⁸ On pourra lire, à toutes fins utiles Joseph Vinoy *Campagne de 1870-1871: L'armistice et la Commune* (Henri Plon imp.-éd., Paris 1872).

négligeait pas les moyens de défense matérielle ; d'importants travaux de défense étaient exécutés aux buttes Montmartre et aux buttes Chaumont, où étaient la plupart des canons amenés du parc Wagram. Ces travaux furent commencés sous la direction de Pouli-
zac, commandant de francs-tireurs, qui, plus tard, se fit tuer dans les rangs des Versaillais, et de Léon Brin qui se rallia également à Versailles. Ceci indique que le premier mouvement de fédération de la garde nationale était plus patriotique que révolutionnaire. La première idée d'organiser la garde nationale était partie concurremment d'une réunion bourgeoise, le club Valentino, et des conseils de famille de divers bataillons. Mais l'esprit de radicalisme des faubourgs, les maladresses et les attaques du gouvernement, ainsi que l'influence de l'*Internationale*, eurent bientôt donné à la fédération son caractère révolutionnaire et socialiste.

Déjà les ouvriers n'étaient plus seuls à être mécontents de l'Assemblée. L'effet de la *loi sur les échéances*¹⁹ se faisait sentir et frappait cruellement le petit commerce parisien. Les premiers billets pouvaient être présentés le 13 mars. Les créanciers furent impitoyables, on parla de 275,000 protêts²⁰ qui auraient été faits les 14, 15 et 16 mars. C'étaient 50,000 citoyens atteints et menacés de ruine.

A Bordeaux, l'Assemblée avait ratifié, justement le 1er mars, les préliminaires de cette paix désastreuse. A la suite de ce vote, quatre députés socialistes, Rochefort, Ranc, Tridon, Malon, donnèrent leur démission. Félix Pyat déclara qu'il s'abstiendrait de prendre part aux séances dorénavant. Les députés d'Alsace et de Lorraine, Gambetta en tête, avaient également donné leur démission. La majorité monarchique continuait de plus belle ses attaques contre Paris et la République, forçait Victor Hugo à se retirer, et donnait un commencement de réalisation à son rêve favori :

la *décapitalisation de Paris*, en décidant qu'elle irait siéger à Versailles. On tenait absolument à la haine de la France contre Paris. C'est ainsi qu'un beau matin, les journaux conservateurs de province, obéissant à je ne sais quel mot d'ordre, apprirent aux Français que Paris insurgé était à feu et à sang. Ces journaux ajoutèrent, dans le langage dont les hommes d'ordre ont seuls le secret, qu'il fallait que cette fois la France fit respecter ses décisions, en mettant dans l'impuissance de nuire *ces misérables agitateurs, cette lie impure des faubourgs*, trop peu exterminée en Juin. Pendant trois jours, on surexcita tous les sentiments haineux de la France contre Paris et, le but atteint, on annonça cyniquement qu'il n'y avait pas eu d'insurrection à Paris, qu'on l'avait dit par erreur.

Cependant les prolétaires de Paris ne se doutaient même pas de l'horreur qu'ils inspiraient à la province. Ceux qui en revenaient et racontaient ce qu'ils avaient entendu, n'étaient pas toujours crus. L'attitude de la presse de l'ordre à Paris aurait pourtant dû les édifier. On y demandait sans cesse un coup de force pour *débarrasser l'Aventin démagogique, l'Acropole de l'émeute* (Montmartre) et mettre les *gardeurs de canons* dans l'impuissance de nuire. Le gouvernement entra définitivement dans cette voie par la nomination de Valentin, ex-officier de gendarmerie, à la préfecture de police, et du général d'Aurelle, renommé par sa cruauté envers ses subordonnés, au commandement en chef de la garde nationale, qui venait, elle, d'acclamer Garibaldi.

Néanmoins, si le gouvernement s'en était tenu là, la guerre civile aurait encore pu être évitée. En effet, la garde des canons commençait à lasser les fédérés. Le Comité central d'artillerie déclara être prêt à les remettre à la légion d'artillerie de la garde nationale si elle était reconstituée. Les délégués du 61^{ème} bataillon (de Montmartre) firent une démarche officieuse auprès de Clémenceau, maire du 18^{ème} arrondissement en même temps que député, pour qu'il négociât la reddition pure et simple en ménageant l'amour-propre de la garde nationale. Le gouvernement n'ignora pas ces intentions pacifiques mais un dénouement qui, en dernière analyse, conservait ses armes à la garde nationale, et laissait intacte sa puissante fédération républicaine, ne

¹⁹ On pourra toujours en savoir plus dans *Annales de l'Assemblée nationale*, tome I à III (Journal officiel imp.-lib., Paris 1871). NdE

²⁰ "Terme de banque et de commerce. Acte par lequel, faute d'acceptation ou de paiement d'une lettre de change, d'un billet à ordre ou de tout autre effet de commerce, on déclare que celui qui devait payer sera responsable de tous frais et préjudices." Émile Littré *Dictionnaire de la langue française*, tome III, page 1365 (Hachette et Cie lib., Paris 1874).

pouvait lui convenir. Le gouvernement Thiers voulait obstinément un conflit, ou tout au moins voulait arriver à désarmer les ouvriers, trop révolutionnaires, trop socialistes désormais, pour ne pas rester une menace permanente contre l'ordre bourgeois ; on avait fait venir de nouvelles troupes, on se croyait assez fort. L'attaque du 18 mars contre les faubourgs fut donc décidée dans les conseils de ce gouvernement de haine.

« Et Paris devait maintenant, ou bien mettre bas les armes sur l'ordre insolent des propriétaires de Bordeaux, et reconnaître que sa révolution du 4 septembre n'avait fait que transférer le pouvoir de Louis Bonaparte à ses rivaux royaux ; ou bien à se présenter comme le champion dévoué de la France, dont le salut et la régénération n'étaient pas possibles sans le renversement révolutionnaire des conditions sociales et politiques qui ont engendré le second Empire, et ont achevé de se décomposer sous sa protection. Paris, quoique épuisé par cinq mois de famine, n'hésita pas un instant. Il résolut héroïquement de courir tous les hasards de la résistance contre les conspirateurs français, même sous les canons prussiens, qui le menaçaient de ses propres forts. Cependant, ayant en horreur la guerre civile, dans laquelle on cherchait à pousser Paris, le Comité central persistait dans son attitude purement défensive, malgré les provocations de l'Assemblée, les usurpations de l'exécutif et la menaçante concentration de troupes à Paris et dans les environs.²¹ »

Que tout le sang qui va être versé retombe sur les agresseurs, sur ces hommes cruels, dont l'ambition aveugle va causer tant de deuils, tant de ruines, tant de souffrances, tant de désespoirs !

²¹ Edmond Villetard *Histoire de l'Internationale*, page 342 (Garnier frères lib.,-éd., Paris 1872).

1830, 1848, 1871, le xixe siècle aura connu trois événements révolutionnaires majeurs et bien des mouvements sociaux. Chacun se soldant par la "défaite" de leurs protagonistes. C'est ce qui est raconté par Benoît Malon dans "La troisième défaite du prolétariat", suite à l'écrasement dans le sang de La Commune de Paris.

"La révolution sociale qui vient de succomber à Paris ne manque pas d'antécédents historiques dans le passé ; car ce n'est pas de nos jours seulement que des exploités se sont soulevés contre les exploiters et que des opprimés ont frappé les oppresseurs des tronçons de leurs chaînes brisées.

Cette lutte de l'affamé contre le spoliateur, cette revendication éternelle de la justice contre l'inique privilège, a été pourtant l'événement que les écrivains et les orateurs de tous les temps, tous sortis des classes privilégiées, ont le plus flétri."

Source :

[https://commons.wikimedia.org/wiki/
File:Darjou_-_P%C3%A8re-Lachaise_-_
Mur_des
F%C3%A9d%C3%A9r%C3%A9s_03.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Darjou_-_P%C3%A8re-Lachaise_-_Mur_des_F%C3%A9d%C3%A9r%C3%A9s_03.jpg)



Partage gratuit - libre de droits